

COMMUNIQUÉ DE L'INTERSYNDICALE CGT-CFDT-SNJ

HACHETTE FILIPACCHI ASSOCIÉS

Arnaud Lagardère vient d'annoncer qu'il entre en négociations exclusives avec le groupe tchèque Czech Media Invest, à qui il a déjà cédé les radios internationales, pour la vente des magazines du groupe (hors JDD, Paris Match et Europe 1). Ce « groupe », que l'on nous vend comme solide, est constitué d'un pôle centré sur l'énergie, un sur l'industrie et un sur les médias sans lien entre eux autre que la présence dans l'actionnariat de son propriétaire, Daniel Kretinsky, copropriétaire du club de football Sparta Prague. Celui-ci a été cité, selon la presse, dans l'enquête dite des [Panama Papers](#) pour la possession d'une société basée dans les îles Vierges britanniques.

Cette nouvelle tombe alors que la direction de HFA tente de nous entraîner dans une négociation sur une prétendue restructuration, dont le seul but est de structurer le pôle à vendre et d'éclater en une myriade de micro-sociétés ce qui restera en sursis au sein de la branche presse-audiovisuel du groupe.

Les salariés de HFA et leurs organisations syndicales avaient déjà voté une motion de défiance envers la direction de HFA et du groupe Lagardère lors de l'annonce du projet de restructuration.

Nous réitérons notre méfiance : quelle confiance faire à un groupe qui, depuis onze ans, enchaîne les plans sociaux pour soi-disant préserver ses activités tout en vendant ses magazines à des *cost killers* qui détruisent des publications historiques comme *Pariscope* ou les titres déco afin d'en faire de simples « news letters » publicitaires et mettre les journalistes au chômage ? Comment faire confiance à celui qui nous disait voici quelques années tenir à un cœur sacré jadis constitué de *Télé 7 Jours*, *Elle*, *Paris Match* et le *JDD*, puis réduit à *Elle*, *Paris Match* et le **JDD**, puis aujourd'hui à *Paris Match* et le *JDD* et la radio Europe 1 ? Et demain ?

Nous avons dénoncé la vente par appartements qui avait commencé en 2015. Aujourd'hui, c'est à la destruction du groupe de presse à laquelle nous assistons.

Nous ne rentrerons pas dans une négociation de dupes sans garanties.

Nous voulons des garanties sur le devenir de nos collègues vendus (emplois, conditions de travail) et sur ceux qui restent, dont nous refusons l'éclatement.

Nous restons mobilisés et appelons les salariés à le rester aussi.

Nous saurons prendre nos responsabilités pour défendre nos emplois et nos conditions de travail.

Levallois, le 18 avril 2018